La Dimension Parlementaire

romania2019.eu

La présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne

Session IV: Voisinage européen:

Balkans; Partenariat oriental; Relations euro-atlantiques

– Informations de base –

Partenariat oriental

Il y a dix ans, en mai 2009, les chefs des États ou des gouvernements de la République d'Arménie, de la République d'Azerbaïdjan, de la République de Biélorussie, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, les représentants de l'Union européenne et les chefs des États ou des gouvernements des pays membres de l'UE ont lancé lors du sommet historique de Prague, un partenariat visionnaire - le Partenariat oriental. Il a représenté une dimension spécifique de l'action extérieure de l'UE et a fait partie de la politique européenne de voisinage, qui se déroulera en parallèle et de manière complémentaire à la coopération bilatérale existante avec ces pays.

Cette action commune pour construire une région plus prospère et plus solide a été basée sur les intérêts et les engagements réciproques, rapprochant les pays partenaires de l'Europe orientale de l'Union européenne, au bénéfice des citoyens des pays partenaires et avec le respect de leurs propres options stratégiques. Au fil des années, le Partenariat oriental s'est développé et a mûri, marquant des réalisations qui sont à présent les fondements de nos relations - des accords d'association, des accords de libre-échange et compréhensifs, le régime de voyage sans visa, l'accord de partenariat compréhensif et consolidé ou les priorités de partenariat.

Le sommet du Partenariat oriental de Bruxelles de 2017 a marqué une nouvelle époque pour ce partenariat. On a adopté une approche plus pragmatique et on a établi 20 livrables pour 2020 en tant qu'objectifs représentatifs pour les réformes en cours. La coopération au sein du partenariat a été élargie, approfondie et on a fait l'objet d'une plus grande attention. Elle a été mise à jour pour aligner la Stratégie globale de l'UE pour inclure les engagements globales de l'Agenda 2030 et ses objectifs de développement durable et ainsi l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Vu le fait que nous commençons l'année anniversaire du partenariat oriental, nous avons l'opportunité d'analyser le Partenariat oriental tel qu'il l'a été au cours de ses 10 dernières années d'existence, en examinant le prochain sommet du Partenariat oriental.

Pour continuer à soutenir le travail à venir, la Présidence du Conseil de l'UE se propose de continuer à réunir les pays membres de l'UE et les partenaires dans le cadre du Partenariat oriental pour fêter le moment de référence le "Partenariat oriental à 10 ans".

Dans la promotion de la future coopération sectorielle et par le lancement du processus de réflexion pour l'Agenda du Partenariat oriental, les discussions sur le futur rôle du Partenariat oriental pour mieux répondre aux besoins des citoyens de la région du Partenariat oriental, pourraient se concentrer principalement sure deux sujets pertinents :

- ***Comment le Partenariat oriental et ses instruments pourraient-ils être mieux utilisés pour aborder certaines des vulnérabilités de ces pays ?***

  En base des leçons appris au cours de la dernière décennie, la concentration du Partenariat oriental sur des domaines tels que les institutions solides, l'état de droit, l'accès équitable de la société aux instruments/DCFTA, la promotion et le respect des valeurs européennes - serait cruciale pour consolider la flexibilité d'ensemble des partenaires.

- ***Quels pourraient être les plus pertinents domaines prioritaires et les plus pertinents "stimulantes" pour les citoyens et pour les facteurs de décision similaires au sein des pays du Partenariat oriental qui pourraient être inclus dans le volet global du prochain Agenda du Partenariat oriental après 2020 ?***

  On a présenté des propositions telles que les initiatives pour les jeunes, une meilleure assistance technique qui devraient être prises en considération pendant les préparations pour le futur sommet en 2020.

Élargissement/les Balkans occidentaux

Le futur de l'Europe et la consolidation de son rôle en tant qu'acteur global sont étroitement liés de sa capacité de continuer à projeter la stabilité et la prospérité dans le voisinage immédiat. On peut arriver à cela en assurant une perspective crédible d'élargissement vers les partenaires européens qui sont engagés et prêts à mener à bonne fin le processus de transformation et de démocratisation. Ce processus compréhensif vise à stimuler certaines sociétés vraiment européennes en ce qui concerne les valeurs et les normes, élargissant ainsi la zone européenne de stabilité et de prospérité.

L'année 2018 a été l'année des opportunités renouvelées pour la politique d'élargissement. Dès le début même de l'année, par la Stratégie d'élargissement– *Une perspective crédible d'élargissement pour et engagement européen accru envers les Balkans occidentaux* – publiée par la Commission européenne le 6 février a été confirmé le futur européen de la région, étant considéré comme une

investissement géostratégique dans une Europe stable, forte et unie en base des valeurs communes et de notre capacité de nous protéger les citoyens.

La stratégie a énoncé six initiatives représentatives qui agissaient comme une amplification significative de l'engagement de l'UE envers les Balkans occidentaux, en mettant l'accent sur la consolidation des institutions, sur la coopération dans le domaine de la sécurité et de la migration, du développement économique et sociale, de la réconciliation ou des bonnes relations entre les voisins. Ces priorités ont été en outre développées et reflétées par l'Agenda prioritaire de Sofia, à l'occasion du sommet de Sofia (le 17 mai 2018).

Comme on a réitéré dans les conclusions du Conseil concernant le processus d'élargissement, de stabilisation et d'association du mois de juin 2018, suite au volet d'élargissement de la Commission du mois d'avril 2018, l'Union européenne garde son engagement en ce qui concerne la politique d'élargissement, considérée la politique fondamentale de l'Union européenne. Le besoin de détenir le processus par les candidats et les aspirants et que les principes des propres mérites et de conditionnalité stricte et rigoureuse ont été réaffirmés également. À cette occasion, le Conseil a été d'accord de lancer un calendrier pour permettre l'ouverture des négociations d'adhésion, tant avec Tirana et avec Skopje, en juin 2019, comme réponse affirmative au progrès général enregistré par les deux pays, pourvu qu'ils accomplissent un ensemble de conditions spécifiques.

La Commission va publier vers la fin du printemps 2019 un nouveau volet d'élargissement.

En ce qui concerne les événements les plus récents déroulés dans la région, l'exemple historique de la réconciliation et des bonnes relations de voisinage, établi par la conclusion et la mise en œuvre rapide de l'Accord de Prespa, représente une réelle inspiration pour toute la région et une preuve concrète du pouvoir de transformation démontré par l'UE.

Dans ce contexte, les discussions actuelles concernant la politique d'élargissement se concentrent sur les provocations suivantes :

- ***La consolidation de la capacité de l'UE de répondre aux réalisations et aux progrès enregistrés***

  Le moment où nos partenaires - candidats ou potentiels candidats - respectent leurs engagements, l'UE doit pouvoir répondre à ces réalisations de la même manière. UE doit garder sa crédibilité et doit respecter à son tour les promesses faites, elle doit reconnaitre les efforts et répondre aux évolutions positives de la même manière. Le processus n'est pas un processus facile, vu que les décisions concernant l'élargissement sont prises à l'unanimité et chacun des 28 pays membres effectue ses propres évaluations. Pour soutenir ce processus, il est essentiel que la situation de chaque candidat et de chaque potentiel candidat puisse être évaluée de manière objective et en base des mérites, permettant ainsi de prendre des décisions positives, le cas échéant, et transmettant ainsi un message positif à la région entière.

- ***Maintenir les partenaires impliqués et dédiés au processus d'intégration européenne***

  L'UE doit trouver la combinaison optimale d'instruments pour maintenir les motivations de ses partenaires et pour faire avancer l'agenda des réformes. Les six initiatives représentatives de la Commission sont un bon stimulant en ce sens, mais l'attention sur la coopération sectorielle et sur la réalisation de bénéfices concrets et tangibles pour les citoyens, le secteur industriel et les sociétés ne devrait pas remplacer le principal objectif du processus, notamment l'intégration européenne.

- ***Une meilleure communication avec les citoyens***

  Une Union européenne forte qui puisse promouvoir des politiques crédibles et agir en tant qu'acteur global crédible est essentielle pour pouvoir rétablir et consolider la confiance de nos citoyens et des citoyens de la région dans le projet européen. La communication reste fondamentale pour le succès du processus: les citoyens de l'Europe doivent être informés de manière objective et correcte sur les avantages de l'élargissement en tant qu'instrument de base pour l'élargissement de l'espace européen de sécurité et de prospérité, et les citoyens des pays respectifs visés par l'élargissement doivent être exposés à des informations concrètes sur l'UE et sur ses actions positives, y compris par des projets financés dans le cadre des programmes de pré-adhésion.

Les relations UE - les États-Unis

L'Union européenne et les États-Unis sont alliés de longue durée. Le partenariat transatlantique est basé sur des relations politiques, culturelles, économiques et historiques solide, qui s'appuient sur des intérêts et des valeurs communes.

Au fil des années, cette relation spéciale s'est développée constamment et a été soutenue par une étroite coopération et par des actions communes dans de divers domaines de politiques. En tant que partenaires qui partagent la même manière de pensée, l'UE et les États-Unis ont collaboré sur des questions de politiques étrangères et provocations globales qui ont préoccupé les deux parties, le développement durable et la démocratie dans le monde entier.

La dimension de sécurité et de défense joue un rôle important en ce qui concerne les relations transatlantiques, particulièrement dans l'actuel contexte international, marqué par des provocations communes, des conflits et d'autres menaces à l'adresse de la sécurité. Tandis que l'OTAN reste le principal garant pour la défense collective de ses membres et pour la sécurité de la zone transatlantique, l'UE a récemment consolidé ses capacités et ses instruments de sécurité et de défense, mettant en évidence l'importance de la préservation d'un partenariat proche et complémentaire UE-OTAN dans ce domaine.

L'UE et les États-Unis sont des partenaires réciproquement indispensables pour le commerce et les investissements. Les liaisons économiques solides ont généré

des bénéfices et des opportunités économiques sans égale, qui ont contribué à la création des emplois sur les deux côtés de l'Atlantique. Les liaisons économiques entre l'UE et les États-Unis représentent presque une moitié du PIB global et un tiers du commerce mondial. Cela reste la plus étendue relation bilatérale de commerce et des investissements, étant, sans doute, un moteur principal pour l'économie globalisée actuelle.

De plus, le partenariat transatlantique couvre un ample éventail de domaines sectoriels où la coopération est assurée par des dialogues réguliers, tant au niveau politique qu'au niveau technique, dans des domaines tels que la sécurité cybernétique, la justice et les affaires intérieures, les questions numériques et financières, le changement climatique et de l'environnement, l'énergie, la culture et l'éducation, ainsi que la science et la technologie.

Comme dans tout partenariat élargi, des divergences peuvent émerger [dans des questions telles que le commerce international, l'accord nucléaire avec l'Iran, l'accord de Paris concernant le changement climatique, la sécurité énergétique en Europe, la répartition des tâches concernant les dépenses pour la défense ou les visions contrastées portant sur le multilatéralisme mondial].

Les taux des États-Unis imposés l'année passée pour l'acier et l'aluminium ont conduit, comme réponse, à l'adoption par l'UE d'une série de mesures de rééquilibrage. Les objectifs et les solutions identifiés au cours des entretiens des leaders de l'UE et des États-Unis en juillet 2018, entre le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker et le président des États-Unis, Donald Trump, ont montré le fait qu'il y a un engagement commun pour l'approche des aspects non résolus au sein des relations commerciales. On a créé un groupe de travail exécutif pour faire avancer les discussions dans cette direction et ainsi pour commencer la préparation des négociations concernant un potentiel accord commercial pour les produits industriels.

En dépit des difficultés, le fondement de longue durée des relations transatlantiques reste encore solide. Pour cette raison, la Présidence roumaine du Conseil de l'UE a établi l'intention de progresser vers la consolidation du partenariat transatlantique dans les quelques mois à venir. Dans un contexte global provocant, l'unité est d'une importance cruciale tant au sein de l'UE qu'en relation avec nos partenaires américains.

Les discussions portant sur la meilleure approche possible et les moyens d'avancement de l'agenda de coopération entre l'UE et les États-Unis pourraient se concentrer sur les questions suivantes :

- ***Quels seraient les principaux domaines de priorités pour un futur engagement et une coopération plus approfondie entre l'UE et les États-Unis ?***
- ***Quels seraient les meilleurs moyens de préservation d'un climat positif pour les relations entre l'UE et les États-Unis, gérant en même temps la divergence et les différences de l'approche et assurant une meilleure entente réciproque ?***
- ***Comment pouvons-nous transformer les provocations actuelles dans des opportunités pour la consolidation du partenariat transatlantique?***